

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1770>



Futur méga hôpital-universitaire Saint-Ouen 93

- Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : lundi 6 juillet 2020

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Information passée inaperçue mais entendue sur France-Inter lundi 12/11/18 à 18h
" l'assistance Publique Hôpitaux de Paris va racheter le site de Peugeot à Saint-Ouen 93, afin d'y construire un Méga Hôpital centre universitaire pour une estimation d' 1 Milliard d'Euros..." avec, pour conséquence, la fermeture des hôpitaux CHU Bichat Paris18é et Beaujon Clichy 92 .

<http://www.lefigaro.fr/societes/2018/11/12/20005-20181112ARTFIG00242-l-usine-psa-de-saint-ouen-bientot-fermee.php>

Le projet élaboré sous Sarkozy-Bachelot en 2007/2008 d'un méga hôpital universitaire à Saint-Ouen 93 constitue une pièce de l'énigmatique puzzle Grand-Paris.

Il s'agit, aussi, de libérer 2 sites, Bichat et Beaujon, afin que les investisseurs-concepteurs du grand Paris puissent s'y installer.

Depuis la présidence de François Hollande jusqu'à ces jours ci, le ministère de la santé n'a de cesse de nous répéter qu'il est nécessaire de trouver 1,5 milliard d'économies dans l'ensemble des hôpitaux publics, par an.

Pourtant l'annonce sur France-Inter évoque déjà un investissement d'au moins 1 milliard, pour commencer.

Ce méga projet d'hôpital universitaire a plusieurs fois été évoqué dans le cadre d'un Partenariat-Public-Privé, or 98% des français ignorent comment cela fonctionne.

Il suffit de poser cette question dans une quelconque assistance : " Pouvez-vous me dire comment marche un Partenariat-Public-Privé...?? "

A coup sûr vous obtiendrez des réponses approximatives en général fausses, sinon des hésitations sans mot alors que la définition est simple, " il s'agit de transformer l'état en locataire sur 30/40 ans. C'était le contrat prévu à Notre Dame des Landes " pour un aéroport inutile.

Pourtant le ministère de la santé a connu un fiasco avec un Partenariat-Public-Privé, l'hôpital de Corbeil sud-Essonne, contrat signé en 2006, puis rachat du bail en 2014, dont les sommes versées dans cet intervalle donnaient le tournis.

Il fallait payer les factures d'entretien et de maintenance en plus du loyer, elles étaient colossales.

Juste pour rappeler que l'Angleterre, pays initiateur du tout premier Partenariat-Public-Privé, commença en 1982. Margaret Thatcher sortie victorieuse de la guerre des malouines démarra un programme de privatisation, jamais vu jusqu'alors.

Sa toute première décision consista à vendre tous les bâtiments des impôts et trésor public de l'ensemble du pays, à un fond de pension basé aux Bahamas, en échange, le ministère de l'économie et des finances concerné payait, et

paye encore, des loyers à l'investisseur. En retour l'investisseur -fond de pension-, finança les campagnes électorales de Margaret Thatcher. L'art de boucler la boucle .

Ce sujet fut enseigné à Science-po Paris par Philippe Meyer, également journaliste et producteur de la maison de la radio.

L'Angleterre ne s'est pas arrêtée aux bâtiments des impôts et autres édifices, elle a ainsi vendu tout son parc hospitalier. Tous ses hôpitaux fonctionnent en Partenariat-Public-Privé et 75% appartiennent à Bouygues (himself), les actions Bouygues ne sont jamais aussi bien portées à la bourse de Londres .

Le ministère de la santé du Royaume-Uni passe l'essentiel de ses budgets dans le paiement des loyers de ses propres bâtiments. Autrement dit les investisseurs, de l'époque, ont trouvé une formule astucieuse pour capter les budgets publics et financer des campagnes électorales.

Mais, au fait, des Partenariats-Publics-Privés existent en France, prenons quelques exemples au hasard .

- l'état major de la gendarmerie, contrat signé en 2008, au bénéfice d'Eiffage .
- ministère des armées, regroupement des 3 états majors, contrat signé en 2008, au bénéfice de Bouygues.
- cité judiciaire Paris Batignolles, contrat signé en 2012, au bénéfice de Bouygues. Le terrain était réquisitionné avant .
- cité policière Paris Batignolles, contrat signé en 2012, au bénéfice de Vinci. Le même terrain que la justice, divisé en 2, etc.....etc.....
- la DGSJ regroupement des Renseignements.généraux et de la DST, contrat signé en 2008, au bénéfice d'une nébuleuse société basée en Hollande.

Qui encaisse les loyers ?? Le journaliste Jean-François Kahn a tenté en vain de connaître les destinataires, il s'y est cassé les dents au prix de menaces .

Ces sociétés spécialisées dans les Partenariats-Publics-privés sont des poids lourds du CAC40, qu'elles aient des placements dans différentes banques relève d'une pratique courante, voire banale ; ainsi tous les clients de la banque Rothschild ont financé la campagne électorale du candidat Macron, il l'a dit lui même.

Alors, aider le candidat Macron peut s'avérer payant en vue de futurs contrats, d'autant que ces entreprises connaissent bien le cabinet d'avocat d'affaire Arnaud Claude et n Sarko, il y en a d'autres aux mêmes intérêts.

Dans l'hypothèse où cet hôpital universitaire verrait le jour à Saint-Ouen 93, aux conséquences funestes pour les 2 autres prévus à la fermeture, il en résultera la situation suivante : supprimer 1800 lits, pour 900 restitués....!!!!

Rien n'empêche de penser que d'autres hôpitaux voient le jour, ainsi de cette manière, repenser le maillage territorial de nos hôpitaux publics.

Le ministère de la santé aurait-il les possibilités de régler des loyers au fur et à mesure que naissent les hôpitaux en partenariat ?

Dans une telle hypothèse, la solution consisterait alors, de rendre les études de médecine payantes afin de soulager le budget du ministère : comme une fatalité, vous entendrez " Mais on ne pouvait pas faire autrement... "de la bouche d'un quelconque ministre.

Les études de médecine payantes, solution mise en œuvre aux USA et au Royaume-Uni, aboutissent aux situations suivantes :

- pour les étudiants américains les emprunts varient de 300 000 \$, 500 000 \$, suivant la durée des spécialités, les prix diffèrent quelque peu suivant les états, mais les emprunts vont de 30 à 40 ans.

- pour les étudiants anglais, une année de médecine coûte 9000 £, les spécialités vont jusqu'à 15 000£ les emprunts varient de 10 à 20 ans.

Pour parvenir à diminuer nos hôpitaux publics de l'intérieur, les méthodes de management mises en œuvre visant à écoeurer les personnels soignants afin que médecins et infirmières s'en aillent, produisent des conséquences redoutables.

Pour s'en convaincre ci-dessous le documentaire : CHU de Grenoble la fin de l'Omerta

Après les hôpitaux, pourquoi ne pas mettre nos universités en Partenariats-Publics-Privés, ainsi ouvrir le marché des crédits aux étudiants, en vue d'un classement mondial, au nom de la concurrence ?

Dès lors que ladite concurrence classée, au nom de l'efficacité économique, répond à un besoin de modernité et de progrès, surtout quand le progrès fait rage et le futur ne manque d'avenir.

Documentaire : CHU Grenoble la fin de l'Omerta .

<https://www.youtube.com/watch?v=f03nViMbZy>

Jean-Marc Guillon.

En pièce jointe, courrier syndical à l'agence régionale de santé